



HAL
open science

Notes sur les élections récentes en France

Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. Notes sur les élections récentes en France. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1996, 5, pp.106-113. hal-03266538

HAL Id: hal-03266538

<https://hal.science/hal-03266538>

Submitted on 21 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Forum

*Notes sur les élections récentes en France*¹

Ces quelques notes sur les évolutions électorales en France ont pour objet de passer en revue une série d'élections récentes à partir des régionales de 1992, de proposer un bref panorama des faits marquants et des enseignements que l'on peut en tirer quant aux grandes tendances des comportements politiques en France depuis le début de la décennie. Une telle approche se heurte inévitablement à la diversité même des grandes consultations électorales qui rythment la vie politique française et à la difficulté qui en découle de toujours pouvoir établir une comparaison entre des rendez-vous politiques de natures très différentes. C'est donc à une narration de l'histoire électorale récente que nous sommes conviés, reconstitution chronologique qui doit nous permettre d'évaluer le rapport des forces politiques et l'état de la politique elle-même dans la France des années 1990.

Panorama

Les élections régionales de 1992, qui marquent le début de ce tour d'horizon de la vie électorale française, révèlent deux faits intéressants. Avec 50 % à peine de l'ensemble des suffrages exprimés, les partis de gouvernement (PS, UDF et RPR) accusent une chute sensible de leur audience auprès de l'électorat. Ce déclin s'accompagne d'une fragmentation de l'offre politique, à gauche comme à droite, qui permet aux électeurs de faire valoir des options différentes. Le mouvement écologiste paraît profiter très largement de l'éclatement des choix électoraux et recueille autour de 15 % des voix.

¹ Conférence donnée par Emmanuel Godin (Maison Française d'Oxford, 15 mars 1996) dans le cadre de la journée A.S.M.C.F. (*Association for the Study of Modern and Contemporary France*).

L'année 1992 voit surtout l'ouverture du débat sur l'Europe et l'avenir du processus de construction de l'Union, au travers, notamment, du vote référendaire de septembre pour la ratification du Traité de Maastricht. De façon surprenante pour un pays souvent présenté comme très largement pro-européen, le "oui" l'emporte avec 52 % seulement des suffrages. A l'évidence, les logiques sociales et politiques qui sous-tendent le rejet ou l'acceptation du projet européen ne coïncident que très imparfaitement avec les clivages traditionnels et beaucoup pensent alors que l'attitude à l'égard de l'Union Européenne peut être amenée à dessiner dans les années à venir une nouvelle ligne de partage de l'électorat hexagonal. Comme souvent, l'enjeu européen masque une dimension nationale, qui interfère probablement avec la discussion des thèmes propres au Traité de Maastricht. Sans doute faut-il souligner ici l'engagement personnel de François Mitterrand en tant que Président de la République et principal défenseur de l'Union, ainsi que sa volonté d'utiliser le référendum comme moyen politique de faire saillir les divisions internes de la droite modérée.

Le socialisme au pouvoir se trouve de fait au coeur des préoccupations des Français à la veille des élections législatives de mars 1993. Après cinq ans passés à la tête de l'exécutif, le PS sort presque totalement laminé de cette consultation, chutant de 275 sièges dans l'Assemblée élue en 1988 à 58 sièges au lendemain du deuxième tour. La droite remporte une victoire écrasante et obtient 485 des 577 sièges à pourvoir au Palais Bourbon. S'agit-il là d'une dynamique propre à la droite ou bien faut-il voir dans cette déroute une conséquence du discrédit des socialistes et du rejet dont ils ont fait l'objet ? Ce rapport de force pour le moins déséquilibré peut-il structurer durablement la vie politique ou n'est-ce là qu'un accident de parcours ?

Les élections européennes qui se tiennent au mois de juin 1994 semblent un temps confirmer le reflux de la gauche socialiste. Avec moins de 15 % des exprimés, le score de la liste emmenée par Michel Rocard témoigne de la volonté des électeurs de sanctionner une fois encore ceux qui ont été en charge des affaires de la France depuis la réélection de François Mitterrand en 1988. En même temps, la droite modérée réunit 25 % seulement des voix et ne semble pas véritablement bénéficier de cette nouvelle débâcle du parti d'Epinay. Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers et Bernard Tapie sortent assurément grands vainqueurs d'élections européennes singularisées par l'extrême succès du populisme sous toutes ses formes, face à des partis de gouvernement qui paraissent alors bien affaiblis.

L'élection présidentielle d'avril-mai 1995 semble très largement jouée lorsque s'ouvre la campagne des principaux candidats en lice, et les chances de Lionel Jospin, tardivement désigné en février comme candidat socialiste après le désistement de Jacques Delors, paraissent assez réduites compte tenu de cette hégémonie sans précédent de la droite. C'est donc avec

surprise que l'on découvre en France les résultats au soir du premier tour : avec 23 % des voix, l'ancien premier secrétaire du PS arrive en tête de la bataille, devançant Jacques Chirac et Edouard Balladur, tandis que le Front national confirme sa présence dans le paysage politique national avec 15 % des suffrages exprimés. La droite modérée se trouve une nouvelle fois face à ses propres divisions. Situation originale, ses deux candidats sont issus du parti gaulliste, ce qui montre sans doute la crise d'identité de l'UDF et sa peine à se situer sur l'échiquier électoral.

En dépit du glissement à droite de l'opinion et de la victoire de Jacques Chirac, les élections municipales qui suivent la présidentielle ne donnent pas lieu à un triomphe sans mesure de l'union RPR / UDF. Cette dernière s'effondre même dans le Midi de la France, victime semble-t-il des scandales politico-financiers et de certaines alliances malsaines avec l'extrême-droite. Présent dans 80 municipalités au second tour, le FN atteste de son enracinement croissant au niveau local et parvient même à enlever trois villes dans le sud du pays.

L'évolution du rapport des forces

Ce bref aide-mémoire permet de tirer quelques conclusions générales quant aux modifications du rapport des forces, en termes de droite et de gauche, mais aussi à l'intérieur de chacune des deux principales familles politiques. Plus encore, le rappel des faits invite à s'interroger sur les effets réels des oppositions fortes apparues lors du référendum sur l'Union Européenne ainsi que sur le clivage qui semble aujourd'hui se dessiner entre les partis de gouvernement et l'ensemble des forces périphériques protestataires.

A gauche et à droite

Nous l'avons souligné, les dernières consultations électorales ont vu le déclin progressif du Parti socialiste. Cette chute tient sans doute à un ensemble complexe de raisons, parmi lesquelles on peut distinguer trois grands ordres de facteurs : motifs idéologiques et politiques (aux sens anglo-saxons de *policy* et de *political*).

"La gauche n'est plus la gauche". La formule résume le grief de trahison des idéaux par le PS. Virage économique, d'abord, avec la

subordination progressive au système régi par la bourse et les principes fondamentaux de l'économie du marché et du profit ; trahison, ensuite, de l'idéal de la laïcité et de l'école républicaine ; maintien, enfin, de la force de frappe et engagement par François Mitterrand des forces armées françaises dans le conflit du Golfe. Autant de fondements possibles de l'insuccès socialiste. A regarder pourtant les enquêtes d'opinions, il semble qu'une petite minorité seulement de l'électorat de gauche (autour de 10 %) fonde son mécontentement sur l'ensemble des raisons évoquées ci-dessus.

L'essentiel du reproche qui est fait aux socialistes est autre et tient à des motifs proprement politiques, considérant ici les *policies* mises en oeuvre par les gouvernements de gauche entre 1981 et 1986, puis de 1988 à 1993. Le PS se voit confronté à un triple échec moral, sécuritaire et social. Sous l'angle de la morale politique, les scandales qui ont touché les élites socialistes et, dans une certaine mesure, l'amnistie dont certains des leaders incriminés ont pu bénéficier, ont très largement entamé le potentiel de crédibilité de la gauche au gouvernement. Du point de vue sécuritaire, l'augmentation du nombre des immigrés transparait souvent comme un motif d'insatisfaction au sein d'une population de plus en plus sensible aux sirènes sécuritaires et xénophobes. Mais c'est avant tout sur le terrain social que le sentiment d'échec est le plus patent : l'accroissement du chômage et l'augmentation du nombre des exclus sont au coeur de la critique du pouvoir socialiste par les électeurs qui avaient reconduit François Mitterrand à la tête de l'Etat en 1988.

Face à cela, le PS a souffert d'effets proprement politiques, liés à ses divisions internes, à l'usure du pouvoir et à son isolement croissant sur l'axe politique. Le congrès de Rennes a fait surgir au grand jour les aspects les plus négatifs des luttes intestines et a très probablement contribué à modifier l'image du parti : à partir du début 1990, le PS s'est révélé être un instrument de conquête personnelle du pouvoir par les chefs de file des différents courants, un mouvement d'ambitieux et d'apparatchiks. Incapable de générer de nouvelles idées - la récupération politique du thème de la réduction du temps de travail par Philippe Séguin dès 1993 témoigne de la difficulté pour le PS à se présenter en tant que véritable alternative idéologique et politique -, le Parti socialiste a dû aussi affronter l'érosion du pouvoir présidentiel et gouvernemental. L'échec de la nomination d'Edith Cresson en 1991, l'impopularité croissante de François Mitterrand ou la multiplication des affaires sont autant de révélateurs des empêchements stratégiques auxquels a été confrontée la gauche socialiste à partir du début des années 1990. Du point de vue structurel, enfin, le PS a été progressivement conduit à l'isolement politique, perdant une large part de son hégémonie à gauche. Les Verts d'abord, puis Bernard Tapie ou Jean-Pierre Chevènement ensuite, ont peu à peu rendu plus crédible l'idée d'une

alternative à gauche et ont engendré une plus grande dispersion de l'offre politique de ce côté-ci de l'axe politique.

On comprend mieux dès lors combien la candidature de Lionel Jospin, et son réel succès lors de l'échéance présidentielle de 1995, représentent l'aboutissement d'une entreprise de rupture nécessaire à la revitalisation du monde socialiste. En mobilisant son soutien à la base, Lionel Jospin a très vraisemblablement joué *a contrario* de l'image d'homme d'appareil accolée à Henri Emmanuelli. En ayant osé très tôt critiquer François Mitterrand et le legs de deux septennats socialistes, le nouveau chef de file de l'opposition a su marquer sa différence et gérer le moment difficile du passage à l'ère post-mitterrandienne. Parce qu'il a voulu, aussi, renouveler sa garde rapprochée en faisant appel à de nouvelles élites partisans, Lionel Jospin a été en mesure de déplacer le centre d'inertie de la vie du parti vers le débat d'idées, refusant du même coup l'image, coûteuse du point de vue électoral, d'un homme par trop lié à l'organisation qu'il dirige aujourd'hui.

Si l'on regarde à présent à droite de l'échiquier politique, il semble clair qu'il existe depuis quelques années maintenant une dynamique propre à la droite modérée, indépendante dans une certaine mesure des échecs et des faiblesses du camp adverse. Divisée un temps par l'enjeu européen, la droite française a recouvré une certaine unité - relative - après 1994, en dépit de la fronde villiériste de 1995 ou des luttes fratricides au sein des grandes formations de la famille conservatrice qui ont jalonné la période. Globalement, l'image de la droite paraît s'être améliorée au cours des années. En même temps qu'elle a su imposer une plus grande confiance sur l'immigration et le traitement du chômage, la droite a été capable de modifier ses comportements et son style politiques, suscitant moins de craintes au sein de l'électorat non traditionnellement acquis à sa cause et parvenant à se détacher de l'étiquette néo-libérale qui avait accompagné son accession au pouvoir en 1986. Sa capacité nouvelle à incarner l'efficacité sans effrayer lui a permis, notamment, d'attirer un électorat plus jeune et plus populaire, de débaucher des électeurs de gauche par adhésion à son programme de gouvernement et pas uniquement par mouvement de balancier portant vers le RPR et l'UDF les déçus du socialisme.

A l'intérieur des familles politiques

Les évolutions électorales récentes n'éclairent pas seulement les modifications du rapport des forces entre chacun des deux pôles constitutifs du paysage politique. Au sein même de chaque camp, les résultats

électorales ont eu pour conséquence d'ouvrir sur un ensemble de changements dont on peut dresser ici les grandes lignes. A gauche, l'insuccès des socialistes a plus que jamais démontré la nécessité d'une reconstruction. La tentative avortée de Michel Rocard en 1993 de déclencher un "big bang" politique atteste de la prise de conscience par les principaux animateurs du pôle progressiste du caractère désormais impérieux de la rénovation. La capacité du PS à agréger autour de lui l'ensemble des "forces de progrès" (communistes réformateurs, centristes, société civile) n'a pas semblé toutefois s'imposer de fait depuis lors. L'effort entrepris à partir de 1995 par Lionel Jospin, la difficulté parallèlement pour le Parti communiste à marginaliser ses éléments les plus modernistes, paraissent indiquer à l'inverse qu'une phase d'ouverture - et de recomposition - a pu débiter au lendemain de l'élection présidentielle.

La victoire de Jacques Chirac au mois de mai 1995 n'a que partiellement contribué à brouiller les cartes, malgré le positionnement politique novateur du candidat "naturel" du RPR par son refus de la division gauche / droite ou la reprise de thèmes à dominante populaire. L'ouverture en direction de l'électorat de gauche et l'opportunité pour l'ancien maire de Paris d'attirer les déçus du socialisme sont demeurées d'ampleur limitée puisque 9 % seulement des électeurs de Jacques Chirac se déclarent de gauche. On perçoit en outre la fragilité de la nouvelle majorité, tiraillée entre ses pôles républicain (Séguin), technocrate (Juppé) et libéral (Madelin). A cela font écho les divisions au sein de l'UDF entre chiraquiens et balladuriens, libéraux et républicains, dont témoigne l'initiative de François Bayrou et de son mouvement Force Démocrate de reconstituer un véritable centre politique entre le RPR et le PS.

De nouveaux clivages ?

Dernier point, les évolutions électorales récentes invitent à considérer l'apparition de nouveaux clivages au sein de la société française, qui ne correspondent que très imparfaitement avec les oppositions traditionnelles. L'Europe, en premier lieu, a semblé s'imposer dès 1992 comme une nouvelle dimension structurante des comportements politiques. Les élections européennes de 1994 ont attesté de la montée de l'anti-européanisme. Pour autant, les échéances ultérieures ont montré l'influence relativement limitée de l'enjeu européen sur le clivage fondamental gauche / droite. A l'intérieur du camp conservateur, les divisions se sont révélées peu structurantes : ceux qui ont voté non à Maastricht ont fait preuve de fidélité à l'égard de leur famille politique d'origine et sont très largement revenus à

droite en 1993 et en 1995. Les élections européennes semblent ainsi devoir être regardées comme un accident dans le parcours électoral de la droite.

L'évolution apparaît de façon plus nette si l'on considère la distinction opposant les partis de gouvernement et les forces définies comme "protestataires". Depuis la fin des années 1980, la part des votes remportés par les forces majeures a décliné sensiblement. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1995, ce sont 40 % des suffrages qui se sont portés sur un candidat périphérique. Le déclin du pouvoir attractif des partis dominants témoigne de la crise de la représentation politique dans la France du début des années 1990.

L'état du politique

Au final, ces quelques notes sur les évolutions récentes en matière électorale ouvrent sur une perspective plus large, relative à l'état global du politique. L'élection de 1995 a témoigné de l'importance de nouveaux clivages sociaux, dont l'appartenance subjective à une classe sociale particulière demeure sans doute le principal moteur. A gauche, le PS semble attirer aujourd'hui autant d'électeurs défavorisés que de personnes aisées. A droite, en revanche, les électors de Jacques Chirac et Edouard Balladur restent fortement marqués par leur appartenance sociale aux catégories les plus favorisées. Le succès du Front national s'appuie pour une part grandissante sur les couches sociales les plus basses et tire ainsi profit électoral du sentiment diffus d'insécurité physique, culturelle et sociale qui touche les populations les plus exposées aux conséquences du chômage ou de l'exclusion.

On retrouve en filigrane des caractéristiques traditionnelles : ainsi, parmi les non inscrits ou les abstentionnistes, on constate une sur-représentation des chômeurs, des personnes ayant un emploi précaire ou un faible niveau d'éducation. Ce phénomène d'exclusion sociale propulse à la marge du système politique un ensemble d'individus dont la principale caractéristique est de se désintéresser de la chose publique ou de se tourner vers un vote d'extrême-droite.

Chez les électeurs issus des classes populaires, il semble que la gauche dans son ensemble ne parvienne plus à incarner le changement ou l'espoir. En 1995, le candidat du Parti socialiste à l'élection présidentielle perd 22 points auprès des ouvriers et 20 points chez les employés au regard du score obtenu par François Mitterrand en 1988. Beaucoup des électeurs les plus défavorisés qui désertent les rangs de la gauche se tournent vers l'extrême-droite.

Le PS a perdu aussi de sa capacité à séduire la frange la plus jeune de l'électorat. Ce sont surtout les jeunes hommes, les plus exposés au phénomène d'exclusion, qui quittent le camp socialiste en 1995. A l'inverse, Jacques Chirac recueille 32 % des suffrages auprès des jeunes hommes de moins de 24 ans lors du premier tour de l'élection présidentielle. A l'extrême-droite, Jean-Marie Le Pen paraît en mesure aujourd'hui de disputer aux grandes formations de droite comme de gauche l'électorat jeune et masculin. Ce problème de mobilisation auprès des jeunes hommes et la force d'attraction qu'exercent sur eux les discours populistes s'étaient déjà révélés de façon évidente lors des élections européennes de 1994, au travers des votes en faveur des listes Le Pen et Tapie.

Sans doute faut-il voir dans ce flux important d'électeurs peu âgés la volonté de changement d'une génération socialisée politiquement au cours de quatorze années de règne mitterrandiste. Mais au-delà, et d'une façon plus générale, cet ensemble de phénomènes tend à mettre l'accent sur les bouleversements profonds qu'a subi le rapport global des Français à la politique. La représentation même de l'activité politique a évolué vers une vision très largement négative, fondée sur le rejet des partis classiques comme outils d'ambitions individuelles ou de manipulation de l'opinion. Les nouveaux clivages sociaux ne sont plus véritablement médiatisés par les structures politiques existantes et les formations à vocation gouvernementale éprouvent de plus en plus de difficultés à intégrer les jeunes et ceux qui, de fait, se trouvent exclus du système socio-économique. Ce décalage, on l'a souligné, semble beaucoup plus net encore à gauche, mais il n'en reste pas moins que nombre de citoyens paraissent aujourd'hui se détacher des modes traditionnels de représentation pour se tourner vers le monde associatif ou la vie locale, en dehors, en tout état de cause, des structures partisans traditionnelles.

Gilles IVALDI